



BULLETIN TRIMESTRIEL

JANVIER 2007

SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE SOISSONS



Société archéologique, historique et scientifique de Soissons

4, rue de la Congrégation, 02200 Soissons

Téléphone répondeur fax : 03.23.59.32.36

Site Internet : www.sahs-soissons.org - e.mail : contact@sahs-soissons.org

Association reconnue d'intérêt général à caractère culturel par la D.S.F de l'Aisne

le 25.9.1996

SOMMAIRE

En couverture: l'association « sur les pas des grognards » et son «Napoléon».

3- activités pour le premier trimestre.

4- élections du Bureau pour 2007 et informations diverses.

5- les acquis de notre bibliothèque durant l'année 2006.

6- journée de la Fédération le 1 octobre 2006 dans le château de Viesur-Aisne.

9- les chèvres salvatrices en Soissonnais par Mme Karen Foster lors de notre soirée du 17 novembre 2006.

11 - notre sortie du 18 novembre 2006 «sur les pas des sddats italiens en France durant la première guerre mondiale» par Julien Saponi.

14 - Georges Monnet par Robert Attal le 3 décembre 2006.

En encart:

- appel de cotisation pour 2007

- pouvoir à nous retourner en cas d'impossibilité d'assister à l'assemblée générale du 21 janvier 2007.

Bulletin conçu
et réalisé par nos soins
Dépôt légal janvier 2007
Tirage : 245 exemplaires

N O S

A C T I V I T E S

P O U R L E

P R E M I E R

T R I M E S T R E 2 0 0 7

A 14 heures 30, à l'auditorium du « Mail » à Soissons :

dimanche 21 janvier :

Assemblée générale annuelle qui revêt cette année une très grande importance compte-tenu de la forte activité que nous avons eue durant l'année 2006 et, d'autre part, de l'avenir de la société par suite du contexte actuel des relations avec la Mairie.

- rapport moral par le Président,
- rapport financier par la Trésorière,
- activité de la Fondation du patrimoine,
- questions et informations diverses,
- élection du Bureau pour l'année 2007.

Projection d'une vidéo des dessins de Luc-Vincent Thiery déjà présentée lors de la journée de la Fédération le 1^{er} octobre à Vic-sur-Aisne et réalisée par MM. Jean-Marc Wintrebert, Jean-Daniel et Denis Rolland. Fonctionnaire de l'administration des finances avant la Révolution, L.V. Thiery a laissé des dessins du Soissonnais qui sont une incomparable contribution à notre histoire régionale. Ils font revivre un Soissonnais méconnu avec des paysages surprenants, une architecture riche et des métiers disparus.

La réunion s'achèvera autour d'une coupe de champagne.

dimanche 18 février :

M. Gilles Naze, archéologue départemental, dressera un état des prospections archéologiques aériennes sur le nord du département de l'Aisne.

dimanche 18 mars :

Présentation, par Mme Judas-Urschel, des « trésors » du fonds Cibrario, une sélection de photos parmi les 40.000 clichés récemment achetés par notre Société et archivés. C'est un témoignage de la vie des Soissonnais des années 30 à 60 et de quelques événements de l'époque, religieux ou militaires ; c'est aussi un éclairage sur l'industrie et le commerce. La publication de 200 photos dans L'Union a permis d'en identifier un grand nombre ; beaucoup de familles se sont manifestées pour un retour sur le passé.

Le court métrage réalisé par FR3 Picardie sur ce sujet sera également projeté ce jour-là.

Pour le second trimestre, la réunion du mois d'avril aura lieu le dimanche 15 ; les dates des sorties de mai et juin restent à définir.

ELECTION DU BUREAU POUR 2007

Après avoir entendu les rapports moral et financier, l'assemblée générale du 21 janvier aura à élire son bureau pour l'année 2007. Selon les statuts et le règlement intérieur, sa composition est la suivante : un président, trois vice-présidents, un secrétaire, une trésorière et un adjoint, un bibliothécaire, un archiviste et cinq membres. Lors de cette élection, le Bureau actuel sollicitera son renouvellement avec l'adjonction d'un nouveau membre : M. Jean-Marc Wintrebert, en remplacement de Mme Marie-Agnès Pitois-Déhu démissionnaire l'an dernier.

Conformément au règlement intérieur, les autres candidats éventuels à tous ces postes sont invités à se faire connaître **par écrit** au plus tard huit jours avant l'assemblée générale soit **avant le samedi 13 janvier**.

Si vous êtes empêché d'assister à cette assemblée générale, et pour que celle-ci puisse délibérer valablement, **NOUS VOUS PRIONS INSTAMMENT** de nous retourner le pouvoir joint à cet envoi après l'avoir complété, daté et signé.

La traditionnelle coupe de champagne clôturera cette première réunion de la nouvelle année pour laquelle nous vous adressons, dès à présent, tous nos meilleurs vœux.

INFORMATIONS DIVERSES

Bienvenue aux adhérents qui nous ont rejoints depuis notre bulletin d'avril :

Mmes Jeanne DOUILLET, de Soissons
Florence FERTE, de Mortefontaine,
Michèle LEFEVRE-TRANCHART, de Coucy-le-Château,
Monique LEROUX, de Soissons,
Nathalie MATHET, de Bourfontaine,
Christine OLRV, d'Oigny-en-Valois.
MM. Michel FONGUEUSE, de Soissons,
Roger LECUYER, de Soissons ;
Pierre RENO, de Soissons.

Appel de cotisation pour l'année 2007 : son montant étant sans changement par rapport à l'an dernier (24 €), cet appel est joint au présent bulletin ; pour faciliter la tenue de notre fichier, un retour durant le premier trimestre serait très apprécié.

Mémoires de la Fédération : le tome 51 pour l'année 2006 vient de paraître avec pour thème : *routes, canaux et voies ferrées de l'Aisne* ; il pourra être remis lors de notre assemblée générale mais, dès à présent, il est disponible gratuitement à notre siège ou par envoi postal contre 4 € pour frais d'affranchissement.

Bibliothèque : nous publions dans ce bulletin les acquis de notre bibliothèque durant l'année 2006. Rappelons à ce sujet que nos adhérents peuvent consulter sur place tous les livres et documents qu'elle contient et même, pour certains, les emprunter pour une durée d'un mois lors de nos permanences des mercredis et samedis de 16 à 18 heures (hors vacances scolaires).

A lire : notre Président d'honneur, Robert Attal vient de faire paraître « *Constantine, le cœur suspendu* », un ouvrage relatant ses amours adolescentes et les heures plus graves de la guerre d'Algérie ; édité par l'Harmattan, il est en vente en librairie.

Les acquis de notre bibliothèque durant l'année 2006

1) ouvrages achetés :

- ◆ Table des publications de la Société française d'archéologie.
- ◆ Clochers du Valois, par Michel Praquin.
- ◆ Tartiers, par Karen Polinger Foster.
- ◆ La grève des tranchées ; les mutineries de 1917, par Denis Rolland.
- ◆ La Grande guerre : pratiques et expériences, ouvrage collectif après le colloque tenu à Craonne et à Soissons en novembre 2004.
- ◆ Je t'écris de Vingré : correspondance de Jean Blanchard fusillé pour l'exemple en décembre 1914 ; ouvrage édité par l'association « Soissonnais 14-18 ».

2) ouvrages offerts :

Cette année encore, les divers ouvrages qui nous ont été offerts sont très nombreux et leur énumération beaucoup trop longue pour ce bulletin ; ils peuvent toutefois être retrouvés sur notre site Internet. En voici les généreux donateurs à qui nous renouvelons nos remerciements :

Mmes Paulette Bihet, Jeanne Dufour, Suzanne Hacard, Pascale Jacques, Lauday.

MM. Alain Arnaud, Ghislain Brunel, François Daudré-Vignier, Alain Deshayes, Roland Guerre, Maurice Perdereau, Denis Rolland.

L'imprimerie « Triangle bleu », l'association des Amis de Septmonts.

3) ouvrages reçus dans le cadre d'échanges :

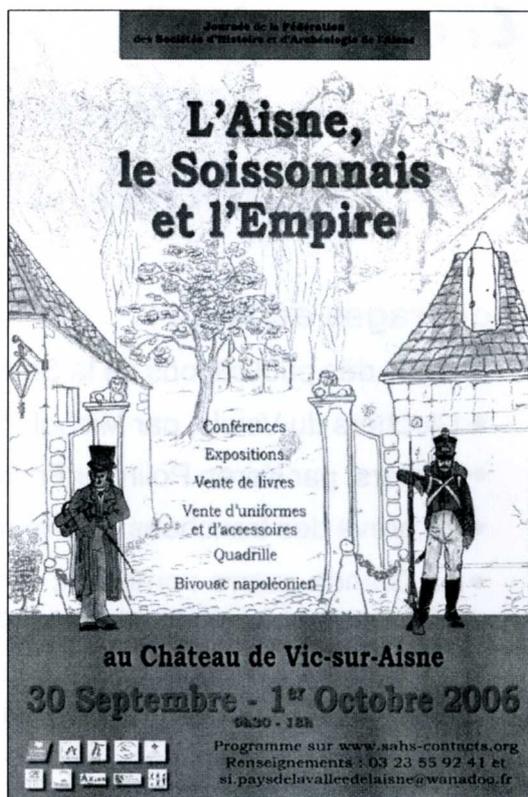
- ◆ mémoires de la Société des Sciences et Arts de Vitry-le-François n° 41
- ◆ annales historiques compiégnaises année 2006 (n° 101 à 104).
- ◆ mémoires de la Société historique de Compiègne - tome 39
- ◆ mémoires de la Société d'histoire du Valois.
- ◆ études de la Société historique de Clermont en Beauvaisis.
- ◆ revue de la Société historique et archéologique du Maine tome 4 - 4^{ème} série.
- ◆ bulletins « la salamandre » n° 18, 19 et 20 de la Sté historique de Villers-Cotterêts.
- ◆ études de la Société historique de Noyon n° 274 et 275.



Le château de Vic-sur-Aisne était très animé en ces 30 septembre et 1^{er} octobre 2006. L'association « Sur les pas des Grognards » avait installé son campement dans le parc et pendant deux jours proposa des animations, expositions et spectacles sur l'Empire et la vie de ses soldats.

Dans le même temps, le 1^{er} octobre, se tenait dans une salle du château la journée de la Fédération des Sociétés d'histoire et d'archéologie de l'Aisne. Sur le thème « L'Aisne, le Soissonnais et l'Empire », les conférenciers se succédèrent pour évoquer des personnages ou des événements marquants de cette époque. Un résumé de leurs interventions est repris ci-après ; elles feront l'objet d'une publication dans les Mémoires de la Fédération.

Au total, ce sont plus de 1.200 personnes qui sont venues au château de Vic-sur-Aisne durant ce week-end.



La défense de Soissons en 1814 par Jean-Pierre Mir

Au cours de la campagne de France de 1814, la ville sera considérée comme un important verrou sur l'Aisne et fera l'objet d'attaques répétées. Occupée une première fois en février, elle sera libérée les jours suivants mais tombera à nouveau aux mains de l'ennemi le 3 mars. Libérée une seconde fois, elle sera à nouveau assiégée le 20 mars mais résistera héroïquement jusqu'au 30 mars 1814.

Joseph Fouché, l'homme de l'ombre constamment plongé dans les intrigues et les complots, était destiné à devenir un résumé de toutes les bassesses humaines. C'est ainsi que son portrait tourne souvent à la caricature, quitte à prendre des libertés avec la réalité historique alors que de nombreuses pièces au dossier prôneraient en faveur d'une réhabilitation au moins partielle de ce personnage mystérieux et fascinant.

La fin de vie de Fouché par Julien Saporì

L'agriculture dans l'Aisne sous le Premier Empire par Guy Marival

En matière d'agriculture, le Premier Empire reste surtout associé à la culture de la betterave à sucre bien qu'elle reste marginale malgré la guerre économique que Napoléon mène contre l'Angleterre. Une autre culture apparaît : celle de la pomme de terre mais c'est finalement dans le domaine de l'élevage que les transformations sont les plus importantes.

**Un soissonnais méconnu,
diaporama de Jean-Marc
Wintrebert, Jean-Daniel
et Denis Rolland**

Fonctionnaire de l'administration des finances avant la Révolution, Luc Vincent Thiery a laissé 200 dessins du Soissonnais qui sont une incomparable contribution à notre histoire régionale en faisant revivre un Soissonnais méconnu avec des paysages surprenants, une architecture riche et des métiers disparus.

Cavaliers infatigables et indisciplinés, armés seulement d'une lance et d'un sabre, ces « supplétifs » de l'armée du tsar Alexandre 1er sont généralement issus des steppes d'Asie centrale. Leur type mongol suffit à faire régner la terreur parmi les civils de notre région pendant les trois mois de la campagne de France, en janvier/mars 1814.

**Henri-François-Marie
Charpentier (1769-1831)
général, comte et humaniste
par Christine Olry.**

C'est l'une de nos gloires locales dont le souvenir n'est plus entretenu que par la rue Charpentier à Soissons et les monuments funéraires d'Oigny-en-Va lois et de Vailly où ses cendres furent transférées dans le caveau familial. Les deux épitaphes qui figurent sur son mausolée d'Oigny le décrivent comme un soldat brillant, fidèle et courageux qui, parcourant toute l'Europe, fut de tous les combats mais aussi un homme simple et délicat, attaché à sa terre, ingénieur agronome qui savait partager ses connaissances et se dévouer pour le bien de tous.

Martin Gaudin fut l'un des six commissaires de la Trésorerie Générale chargés d'assurer la transition fiscale entre l'Ancien et le Nouveau régime. Il sera ministre des finances de 1799 à 1814 puis gouverneur de la Banque de France de 1820 à 1834 ainsi que député de l'Aisne de 1815 à 1819. Son œuvre est considérable : il organise les contributions directes, crée la Cour des comptes, institue le cadastre et le premier vrai budget de la France. Il aimait venir se reposer dans sa propriété à Vic-sur-Aisne et fut un bienfaiteur de la commune.

**La France de 1814
découvre les Cosaques,
par Alain Arnaud**

**Autour de Gaudin,
duc de Gaète,
la petite cour de
Vic-sur-Aisne, par
Denis Rolland**

Un intermède d'une demi-heure permet aux auditeurs d'assister à la reconstitution d'une escarmouche par la troupe des «Grogards » et d'entendre résonner le canon dans le parc du château de Vic-sur-Aisne.



**Le chevalier
de Rougeville, dit de
« Maison rouge »,
par Michèle Saponi.**

Gonze de Rougeville, né à Arras en 1761, épouse en octobre 1806 une jeune soissonnaise de 22 ans, l'un des plus beaux partis de la ville. Mais l'heureux élu a déjà un passé chargé d'évènements en tout genre. Il aurait participé à la guerre d'indépendance des Etats Unis où, à l'âge de 15 ans, il aurait été nommé aide de camp des généraux Lee et Washington. C'est lui qui, au mépris de sa vie, aurait franchit les lourdes portes de la Conciergerie pour laisser tomber aux pieds de Marie-Antoinette l'œillet porteur d'évasion, lui aussi qui se cache dans les carrières de Montmartre pendant que la police parisienne est à ses trousses. Fouché l'assigne à résidence à Reims puis à Soissons où les jeunes mariés s'installent rue de Beauton et auront deux enfants. Mais l'intrépide n'est pas assagi puisqu'il sera fusillé en 1814 par les troupes françaises pour avoir guidé les armées étrangères à travers la forêt de Villers-Cotterêts.



« Napoléon » passe en revue ses « grognards ».

Conférence-dîner du 17 novembre 2006

Mary Breckinridge et les chèvres salvatrices en Soissonnais par Karen Foster ¹

On se souvient des jeunes américains qui s'engagèrent dès le début de la guerre aux côtés de la France et qui comme le célèbre poète Alan Seeger donnèrent leur vie dans la Légion étrangère avant l'entrée en guerre de leur pays en 1917. On connaît bien aussi l'engagement volontaire de jeunes américaines avec Ann Morgan .

Mais, derrière les aventures collectives, on trouve des destinées particulières qui méritent d'être connues .

C'est ainsi que Karen Foster nous fit connaître au cours de cette soirée Mary Breckinridge dont elle a trouvé la correspondance dans les archives de l'université du Kentucky.

Cette jeune américaine appartenait à une dynastie composée d'hommes politiques très en vue (un vice-président de la Confédération, des Gouverneurs de leur Etat et des diplomates). Elle passa sa jeunesse dans différents pays européens, y suivant son ambassadeur de père.

Très marquée par une série de drames personnels (veuve très tôt, elle perdit subitement ses deux enfants en bas âge), Mary Breckinridge fit face courageusement à l'adversité. C'est ainsi qu'elle décida, après avoir suivi une formation d'infirmière-pédiatre, d'aller soulager la misère des petits Soissonnais aux côtés d'Ann Morgan.

Les nombreuses lettres écrites par Mary Breckinridge à sa mère constituent un matériau historique d'un grand intérêt. Synthétisant leur contenu, Karen Foster a présenté avec talent et humanité un panorama de la détresse des populations civiles et de leur complet dénuement .

Observatrice attentive, Mary Breckinridge fut vite au fait des réalités du terrain. S'imposant à elle-même des conditions de vie spartiate, elle fut rapidement sensibilisée aux malheurs de la population.

En même temps, elle admirait ces civils qui avaient tout perdu et dont certains vivaient blottis dans les carrières mais restaient dignes et gardaient les yeux secs. Pour elle, leur dureté face à l'adversité, leur ténacité expliquaient Verdun .

Dans la seconde partie de son exposé, Karen Foster relata l'initiative pour le moins originale que prit Mary Breckinridge .

En effet, compte tenu des drames familiaux qu'elle avait connus, Mary Breckinridge ne pouvait qu'être particulièrement sensible à la malnutrition des nouveau-nés et à la mortalité infantile. Aussi imagina-t-elle un remède peu courant pour sauver les nourrissons : le recours au lait de chèvre.

¹ Professeur à l'Université de Yale ; auteur d'une histoire de Tartiers parue en 2005.

Pour mettre en œuvre cette idée généreuse, elle mit au point toute une organisation. Il fallait tout d'abord collecter des fonds aux USA pour constituer un « fonds pour les chèvres », puis acheter dans les meilleures conditions des centaines de chèvres dans les Alpes et en Corse et les acheminer ensuite très vite à Vic-sur-Aisne.

Tout cela fut fait et grâce à Mary Breckniridge des centaines de nourrissons profitèrent des 2 litres de lait que donnait chaque chèvre chaque jour .

Mary Breckniridge quitta la France en septembre 1921. De retour aux USA, se basant sur l'expérience qu'elle avait acquise dans le Soissonnais, elle fonda le Frontier Nursing Service (FNS), un service d'aide aux enfants et aux malades destiné initialement à venir en aide aux communautés isolées des montagne du Kentucky.

Tout comme l'AMSAM en France, le FNS s'est adapté à de nouveaux contextes et s'est considérablement développé au fil des décennies assurant une grande notoriété encore aujourd'hui à Mary Breckinridge de l'autre côté de l'Atlantique.

Rémi HEBERT.

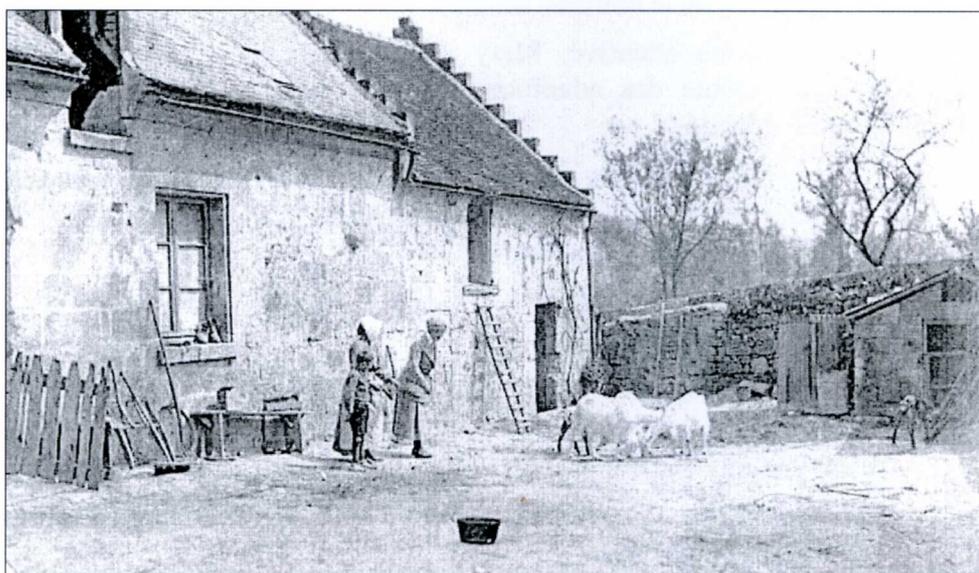


Mary Breckinridge
pesant un bébé.
Vic-sur-Aisne 1919.

(archives
photographiques,
médiathèque de
l'architecture et du
patrimoine, collection
Anne Morgan.
49L00267)

Alice Parsons regardant
des chèvres chez une
paysanne à
Saint Bandry en 1919.

(archives
photographiques,
médiathèque de
l'architecture et du
patrimoine, 49L00478)



Sortie du 18 novembre 2006 :

SUR LES PAS DES SOLDATS ITALIENS EN FRANCE DURANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

Le 18 novembre 2006, la sortie annuelle organisée conjointement avec la Société historique de Compiègne a été consacrée à une page d'histoire oubliée de la première guerre mondiale : l'engagement sur le sol de France des soldats italiens.

L'animation de la sortie a été assurée par moi-même, par M. Jean Vedovati et par M. Boureux. Le succès de la journée, qui a réuni une cinquantaine de passionnés, doit beaucoup à la présence de M. Hubert Heyriès, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Montpellier, grand spécialiste du sujet qui, tout au long de la journée, nous a fait bénéficier de ses vastes connaissances en la matière.

Le rendez-vous matinal était fixé au cimetière de Bligny, dans la Marne. Ce cimetière militaire italien, inauguré en 1921, contient 3.440 dépouilles dont 3.040 dans des tombes individuelles et 400 en ossuaire. Il a été construit sur les lieux même où le II^o corps d'armée du général Albricci engagea en juillet 1918 d'après combats contre l'armée allemande qui menait sa dernière grande offensive de la «Grande guerre». Le cimetière dispose également d'un « *parco delle rimembranze* » (parc du souvenir) unique en France qui, selon la tradition funéraire italienne, est censé assurer la transition entre le monde des morts et celui des vivants. L'après-midi a été consacré à la visite du cimetière de Soupir (Aisne) qui contient 588 dépouilles. Il est situé à proximité du Chemin des Dames où le II^o corps d'armée italien se battit en septembre 1918. Plus tard, grâce à l'amabilité de M. Boureux, nous avons pu visiter des anciennes carrières situées près du Chemin des Dames, carrières utilisées notamment pendant la première guerre mondiale par les diverses armées pour abriter leurs soldats.

La journée s'est terminée par une conférence de M. Heyriès à la Caverne du dragon : «Soldats italiens en France pendant la Grande guerre ; regards croisés ». A partir des archives relatives à la poste militaire italienne qui surveillait les correspondances, l'historien a analysé l'état d'esprit de ces soldats transalpins.

Je rappellerai ci-dessous les grandes lignes de l'histoire de l'engagement de ces 120.000 soldats italiens, travailleurs et combattants, qui traversèrent les Alpes pour venir en France contribuer à la victoire finale des Alliés.

La légion garibaldienne.

Avant même l'entrée en guerre de l'Italie, à partir de décembre 1914, une unité de volontaires italiens s'était engagée dans les rangs de l'armée française : il s'agissait du 4^{ème} régiment de marche du 1^{er} régiment de la Légion étrangère, appelé couramment «Légion garibaldienne». Comptant un effectif de 2.206 hommes, tous Italiens en dehors d'une poignée d'officiers Français, le régiment était commandé par le lieutenant-colonel Peppino Garibaldi, neveu du «héros des deux mondes». Dans ses rangs, on trouvait également un certain Lazzaro Ponticelli qui figure aujourd'hui parmi les cinq « poilus » survivants de la première guerre mondiale. Au total, en seulement trois semaines de combats, le régiment compta 300 morts et disparus, 400 blessés et 500 malades, soit plus de la moitié de l'effectif.

La Légion Garibaldienne fut retirée du front le 9 janvier et envoyée au repos. Finalement, l'importance des pertes, s'élevant à plus de la moitié de l'effectif, et surtout l'imminence de l'entrée en guerre de l'Italie, provoqua le 5 mars 1915 la dissolution de l'unité. Le 7 mars, le régiment partit pour son dépôt d'Avignon. La grande majorité des légionnaires du

4^{ème} régiment de marche rejoignit l'armée italienne tandis que 127 s'engagèrent dans les rangs de l'armée française, le plus souvent dans d'autres unités de la Légion étrangère.

Militairement limitée, la présence en France de ces volontaires eut une grande portée symbolique et son impact sur l'opinion publique italienne fut considérable. Parmi les victimes de ces combats acharnés figuraient deux neveux de Garibaldi, Bruno et Costante. Leurs dépouilles furent transférées solennellement à Rome en janvier 1915 et donnèrent lieu aux premières grandes manifestations en faveur de l'entrée en guerre de l'Italie qui aboutirent le 24 mai 1915 à l'entrée en guerre de l'Italie.

Les T.A.I.F. (Troupes auxiliaires italiennes en France).

En 1915 et 1916, l'Italie, engagée dans de durs combats sur l'Isonzo, n'engagea pas de troupes sur le sol français. La situation changea en août 1917 ; à cette époque, après les épouvantables pertes subies en 1917, la France avait été contrainte d'envoyer au front des milliers d'hommes affectés jusque là aux arrières et à la production industrielle. Confrontée à un cruel manque de main d'œuvre, elle sollicita son allié transalpin. L'Italie dépêcha en France entre 60.000 et 70.000 hommes qui furent chargés des travaux de logistique à proximité du front.

Le projet fut formalisé par une convention signée le 19 janvier 1918 à Rome. Il prévoyait que les T.A.I.F. seraient composées d'hommes qui, pour les deux tiers, avaient été écartés du service actif pour des raisons médicales, les autres devant être choisis parmi ceux déclarés : militairement aptes mais disposant de compétences ou aptitudes particulières. Bien que désarmés, ils demeureraient soumis au statut militaire, en uniforme, et commandés par des officiers italiens. La France se chargeait de compléter leur logement, entretien et solde.

Dans la pratique, les divers dépôts de troupes italiens profitèrent de cette opportunité inespérée pour se débarrasser des éléments jugés les moins fiables, non seulement du point de vue physique mais également moral. En effet, à cette époque l'Italie, à peine sortie du désastre de Caporetto, disposait d'un nombre considérable de soldats appartenant à des unités dissoutes, désormais considérées, à tort ou à raison, comme peu fiables, et qu'il n'était guère possible ni parfois souhaitable de rééquiper et d'envoyer au front.

Par la suite, soucieuse de relever son prestige à l'étranger, l'armée italienne effectua une sélection plus sévère de ces troupes et en améliora l'encadrement. A partir de l'été 1918, compte-tenu des pertes sévères subies par le II^o corps d'armée italien en France, les soldats des T.A.I.F. furent également soumis à une visite médicale plus sévère et 4.000 d'entre eux, jugés aptes au service actif, furent incorporés dans les unités italiennes du II^o corps d'armée.

Finalement, ces unités furent généralement à la hauteur et fournirent une contribution appréciable pour la construction de tranchées, positions d'artillerie, baraquements, routes, ponts, etc.

Le II^o corps d'armée.

Dans la première phase de la guerre, les divers projets d'envoi de troupes italiennes sur le front français restèrent sans suite. Mais la situation changea brusquement vers la fin de 1917. A cette époque, l'Italie avait engagé sur le Piave une bataille décisive, parvenant à arrêter sur ce fleuve les armées austro-hongroises auparavant victorieuses à Caporetto. A cette occasion, les 38 divisions italiennes avaient bénéficié du soutien de six divisions françaises et cinq britanniques. Une fois la situation rétablie, elles quitteront le front italien à l'exception de deux divisions françaises d'infanterie, la 23^{ème} et la 24^{ème}.

Comme contrepartie de l'aide apportée par les Alliés dans ces moments difficiles, et en prévision de l'offensive allemande qui s'annonçait sur le front français, on commença à débattre de l'envoi de troupes italiennes en France. La décision fut annoncée au Parlement italien le 18 avril 1918 par le président du Conseil italien, M. Orlando :

« En cet instant qui est certainement le moment culminant du conflit, ne pouvait pas manquer à côté de ses alliés, ne devait pas manquer l'Italie. L'Italie, qui pourtant rappelle d'être l'extrême aile droite de l'unique armée des peuples libres et qui de ce fait prévoit de devoir elle-même se trouver engagée dans le gigantesque duel, a senti toutefois qu'elle ne pouvait être absente en cette heure suprême de la tourmente, glorieuse terre de France. Elle a apporté sa solidarité tangible aux Alliés. Elle y a apporté tout ce concours fervent et passionné que les circonstances pouvaient consentir (.....) Les drapeaux des régiments italiens seront déployés au vent sur les champs de Picardie et de Flandre à côté des drapeaux alliés. ».

C'est le II^e corps d'armée italien qui fut choisit pour se rendre sur le front français. Il s'agissait d'un ensemble d'unités expérimentées qui depuis le début de la guerre avait été de tous les combats, notamment dans la région de Gorizia. A sa tête se trouvait le général Alberico Albricci. Selon l'organisation classique de l'armée italienne, le II^e corps d'armée comprenait deux divisions d'infanterie et des troupes de corps d'armée :

- la 3^{ème} division d'infanterie était commandée par le général Pittaluga. Elle était composée de brigades *Napoli* (75^e et 76^e régiments d'infanterie) et *Salerno* (89^e et 90^e régiments d'infanterie), par le 4^e régiment d'artillerie de campagne, le 60^e bataillon de sapeurs et autres unités de soutien.

- la 8^e division était commandée par le général Beruto. Elle se composait des brigades *Alpi* (51^e et 52^e régiments d'infanterie) et *Brescia* (19^e et 20^e régiments d'infanterie), par le 10^e régiment d'artillerie de campagne, le 25^e bataillon de sapeurs et autres troupes de soutien. Il est important de noter que le haut commandement italien, conscient de l'importance des symboles, avait remplacé la brigade *Udine*, une des quatre qui composaient jusque là le corps d'armée, par la brigade *Alpi*, commandée par le même Peppino Garibaldi qui, en 1914, avait été à la tête de la Légion garibaldienne dans l'Argonne. La brigade *Alpi* comprenait un certain nombre de vétérans de la Légion garibaldienne de 1914 qui, une fois cette unité dissoute, s'étaient engagés à la suite de Peppino Garibaldi dans le 51^e régiment d'infanterie ; les survivants se retrouveront ainsi, pour la deuxième fois depuis le début des hostilités, sur le sol français.

- les troupes de corps d'armée comprenaient les *arditi* du 2^e *Reparto d'assalto*, deux escadrons de cavalerie du *Raggruppamento di cavalleggeri Lodi*, le 9^e régiment d'artillerie lourde, des troupes du génie et des divers services : télégraphistes, transport, santé, vétérinaires, poste, intendance, *carabinieri*, etc. ainsi que de diverses compagnies de mitrailleurs, à l'époque spécialité autonome de l'armée italienne. Par ailleurs, le 64^e régiment de marche était également rattaché au II^e corps d'armée ; il comptait environ 5.000 soldats et regroupait les éléments de renfort provenant d'Italie et des T.A.I.F.

Le total était de 51.079 hommes de troupe et de 1.747 officiers qui atteindra, à effectif complet, le chiffre de 60.000. Bien équipées et aguerries par plusieurs années de guerre sur le front italien où elles avaient affronté les armées austro-hongroises et allemandes, elles démontreront être à la hauteur des meilleures unités alliées.

Entre le 18 et le 27 avril 1918, le II^e corps d'armée s'embarqua sur les trains qui devaient l'emmener en France. Débarquée à Arcis-sur-Aube (Aube), la troupe fut affectée dans un premier temps aux camps d'instruction de Mailly et Arcis-sur-Aube de façon à s'adapter aux conditions de vie et de combat particulières du front français. A partir du 13 mai, le corps d'armée se retrouva dans le secteur de l'Argonne, le même où la Légion garibaldienne s'était battue en 1914. Par la suite, le corps d'armée fut dirigé dans la Marne où à partir du 14 juillet 1918, il fut engagé dans d'âpres combats sur le site même de l'actuel cimetière de Bligny. Par la suite, le II^e corps d'armée participera à la dernière offensive alliée dans le secteur du Chemin des Dames.

Julien SAPORI.

GEORGES MONNET.....

OU L'IMPREVISIBLE DESTIN

Conférence de M. Robert Attal
le 3 décembre 2006

Georges Monnet qui fut haï par les uns, encensé par les autres, inscrivit son nom en lettres capitales dans l'histoire nationale, en même temps qu'il fut député de l'Aisne sans discontinuer de 1928 à 1940. C'est ce lien entre ses hautes fonctions et son enracinement local qui fait l'originalité de son parcours et que nous nous efforcerons de mettre en relief.

Tout comme Saint-Just, Georges Monnet n'est pas né dans l'Aisne mais dans le Massif central en 1898, sur les hautes terres du Cantal qui donnent des hommes rudes et courageux. Issu d'une famille de magistrats attachés à la République, il fit ses classes au lycée Janson de Sailly, et entreprenait des études de droit quand il fut rattrapé par la guerre. A 18 ans, il fut jeté dans la fournaise et à l'Armistice, il était promu lieutenant, titulaire d'une belle Croix de Guerre.

Georges Monnet combattit sur le Chemin des Dames et en ressentit charnellement les horreurs. Après la guerre, celui-ci ressemblait à un paysage lunaire, monstrueux éboulis pétri de cadavres, d'éclats d'obus, couturé de tranchées. On l'appelait « la zone rouge » et l'on désespérait de le voir porter des moissons. Contrairement à Verdun qui entendait conserver le champ de bataille comme un musée de l'horreur, dans l'Aisne on préféra redonner vie à la terre. Le plateau fut loti à des hommes courageux, tenaces tant la tâche paraissait surhumaine. Georges Monnet fut l'un de ces pionniers. Il acheta ce qui devait devenir la ferme de Chimy.

Voici le portrait qu'en a laissé Roland Dorgelès, l'immortel auteur des Croix de Bois. « *Ce qui me frappa tout d'abord fut la jeunesse de ce singulier garçon, au visage un peu mauresque, à l'abord souriant. Couchant dans une baraque Adrian, dès l'aube il allait patauger dans les sentiers avec ses terrassiers kabyles ou bien s'éloigner dans les champs*



avec les reboucheurs et les artificiers. Il me fut tout de suite sympathique. » Léon Blum, à son tour écrivait : « *Il est jeune, il est charmant, et tout de suite on a senti ce qu'il y avait de ténacité derrière cette voix calme et musicale. »* Les gens du terroir viennent affiner le tableau. Monsieur Denis Robin, dont les parents ont acheté à Monnet, criblé de dettes, la ferme de Chimy : « *Il était trop bon, il donnait sans compter, il s'est ruiné pour aider les autres. »*

Ce rayonnement, cette écoute des autres lui vaut de devenir rapidement le maire de la petite commune de Celles attenant à sa ferme. Puis il entra en socialisme comme on entre en religion. Il adhéra à la section embryonnaire de la S.F.I.O dont il devint vite la figure marquante. Ses convictions s'étaient avec vigueur dans le journal qu'il avait fondé « *Le Réveil Soissonnais.* » En 1928, il est élu député de l'arrondissement de Soissons, battant le candidat sortant Ferté pourtant solidement implanté dans la région. A la Chambre, ses interventions sont remarquables.

Sous peine de verser dans le fait divers, force est de replacer les événements épars dans leur contexte historique. La France qui émerge de la Grande guerre est une France exsangue, à moitié ruinée, où la désillusion et l'amertume

l'emportent sur l'optimisme de la Belle Epoque. Devant cette hémorragie sans précédent, il fallut faire appel aux étrangers qui, en plus de leurs bras, apportaient un sang régénérateur. On en comptait 3 millions en 1931.

Cette France traumatisée se retrouvait mal dans le régime parlementaire marqué par l'instabilité et l'omniprésence des partis. Gauche et Droite allaient se succéder dans l'affrontement. Rappelons pour mémoire :

De 1919 à 1924, c'est la Chambre Bleu Horizon, tournée vers les réparations demandées à l'Allemagne. De 1924 à 1926, lui succède le Cartel des Gauches, alliance des Radicaux socialistes et des Socialistes qui pratiquent une politique d'augmentation des salaires pour favoriser la consommation. Il est littéralement plombé par ce que l'on appelait le Mur de l'Argent qui se traduit par une fuite massive des capitaux. Les Modérés reviennent au pouvoir, stabilisent la monnaie et pratiquent une politique de déflation qui pénalise les classes populaires. Cette période court de 1928 à 1936, jusqu'à l'avènement du Front Populaire qui gouvernera une seule année, mais une année qui marquera l'époque. C'est ensuite, dans les convulsions et les affrontements, la marche à la guerre de 1939-40.

Mais ce sont les événements extérieurs qui vont peser dramatiquement sur la vie des Français. Rappelons-les brièvement. Le 22 octobre 1929, entré dans l'histoire sous le nom de Jeudi noir, la Bourse de New-York s'effondre entraînant en cascade la faillite des grandes banques, des entreprises industrielles et agricoles avec leur corollaire dramatique : 12 millions de chômeurs en 1931. La crise s'étend au monde. L'Allemagne, la Grande Bretagne particulièrement, plongent dans la crise qui se traduit par une profonde misère, alors que la France n'est atteinte par le cyclone qu'en 1932.

A la faveur de cette crise, Hitler arrive au pouvoir en 1933 et entreprend une série de coups de force qui culminent en septembre 1938 avec le démembrement de la Tchécoslovaquie, avalisé par la Grande Bretagne et la France. Aux portes de la France,

le général Franco entreprend et réussit un coup d'état le 18 Juillet 1936.

Au plan intérieur, et surtout après l'expérience du Front populaire qui accorde de nouveaux droits aux salariés, deux France s'affrontent, Droite contre Gauche, avec la tentation de la violence comme lors des émeutes de février 1934. Ce faisant, la menace extérieure est occultée alors que les ferments de guerre civile augmentent, les différents gouvernements s'avérant incapables d'apaiser les tensions. De plus, après les hécatombes de 1914-18, un mouvement pacifiste venu des profondeurs noie tout l'horizon politique. C'est dans ces conditions, et après le traité germano-soviétique d'août 1939 qui laissait à l'Allemagne les mains libres à l'Ouest, que la France entre en guerre.

Georges Monnet, par la pente naturelle de son tempérament, s'immerge dans le milieu ambiant. Et ce milieu plonge dans la misère. Soissons, au sortir de la guerre, est quasiment rasé et se rebâtit lentement. Des immeubles cossus aux loyers élevés poussent vers la périphérie les classes laborieuses dans des abris de fortune. Le prolétariat agricole, employé dans de grosses fermes est misérable. On y survit dans des conditions précaires. Les ouvriers d'usine travaillent en moyenne 12 heures par jour dans une atmosphère alourdie par la crainte du chômage, mais le salaire moyen est le double de celui de l'ouvrier agricole. L'immigration étrangère est massive, principalement dans l'agriculture, 1 ouvrier étranger en moyenne pour 2 ouvriers français. Le député de Soissons, tant à la Chambre qu'au Conseil général, s'empare « *contre l'emploi grandissant de la main d'œuvre étrangère qui exerce une concurrence mortelle pour les ouvriers français. Il faut en limiter le nombre.* » Ces paroles peuvent surprendre, mais à l'époque, chaque poste de travail était âprement disputé.

Georges Monnet, en homme pragmatique, allait prendre à bras le corps les problèmes agricoles. Sa sollicitude allait naturellement vers les plus démunis, mais pas seulement. L'effondrement des cours pénalisait l'ensemble du monde agricole.

Devenu spécialiste des questions agricoles au sein de la S.F.I.O., il comprend que les prix et les salaires sont liés ; il comprend également que l'intervention de l'Etat est nécessaire.

Le jeune député de l'Aisne, revenu des hécatombes de la Grande guerre, est un homme de paix jusqu'à la caricature. Face à la menace fasciste, il vote cependant avec son parti contre le service militaire à deux ans et prône un désarmement général .

Le 12 février 1936, Georges Monnet et sa femme accompagnaient Léon Blum à son domicile en voiture. Reconnu, le vieux leader socialiste était assailli et blessé par des Camelots du Roy, alors que le député de Soissons et son épouse étaient à leur tour blessés en essayant de le protéger. La crainte et la dénonciation des Ligues deviennent alors récurrentes. « *Désarmons les ligues fascistes* » écrit-il dans son journal. « *Les ligues mobilisent à Soissons qui fait office de ceinture blanche pour contenir la ceinture rouge parisienne.* » C'est dans ce climat de guerre civile, chloroformant les périls extérieurs, que survient la victoire du Front populaire. Grâce aux désistements entre communistes, socialistes et radicaux, le département de l'Aisne élit 5 députés socialistes sur 6. Alors que le gouvernement est à peine constitué, les ouvriers de la région parisienne occupent leurs usines, entendant peser sur le patronat. Celui-ci cède et accorde la semaine de 40 heures, des augmentations substantielles de salaire et 15 jours de congés payés. Le pays est alors coupé en deux, à la joie des uns succède le ressentiment des autres.

Le mouvement d'occupation des usines fait tache d'huile et « la grève sur le tas » touche 31 usines du bassin d'emploi soissonnais. La violence y est latente ; c'est ainsi qu'un militant Croix de Feu, Formysin est sauvagement battu ; il y perdra un œil Les grèves prennent fin dans l'industrie mais le relais est pris dans l'agriculture en juillet-août. Les affrontements y sont très durs et débouchent sur des augmentations de salaires ainsi que sur des aménagements du temps de

travail grâce à l'arbitrage bienveillant de Georges Monnet, devenu entre temps ministre de l'Agriculture.

Georges Monnet va mettre sur les rails et réussir ce qui restera comme l'œuvre majeure du Front populaire : l'Office du blé. Désormais, le prix des céréales est fixé par entente producteurs, industriels et consommateurs. Cet office gouvernemental détient le monopole du commerce des céréales. Ainsi, le prix du quintal de blé passait de 60 à 100 francs sauvant de la ruine de nombreux agriculteurs et permettant, en aval, l'amélioration des conditions de travail des ouvriers agricoles.

Le gouvernement de Léon Blum aura la vie brève, principalement à cause de la question d'Espagne qui divise la coalition. C'est ensuite la marche à la guerre. Dans le gouvernement modéré de Paul Raynaud, Georges Monnet occupe le poste de ministre du Blocus et fait partie de la minorité qui s'oppose à l'armistice. Devant l'ampleur de la défaite, il est demandé aux parlementaires réunis à Vichy « *d'accorder au maréchal Pétain tous pouvoirs pour établir une nouvelle Constitution* ». 560 parlementaires ont voté pour, 80 ont voté contre dont Léon Blum, Georges Monnet s'abstenant. Tous les parlementaires de l'Aisne ont voté les pleins pouvoirs.

A la Libération, cette abstention lui sera reprochée et il sera exclu de la S.F.I.O. Il briguera le suffrage de ses concitoyens sur une liste indépendante de gauche et sera élu conseiller général. Peu à peu, il s'éloignera du Soissonnais, deviendra conseiller de l'Union française, puis ministre de l'Agriculture de la Côte d'Ivoire. Il créera l'office du cacao et sauvera de la ruine de nombreux petits planteurs. Il s'éteindra dans l'oubli, désabusé, ayant détruit toutes ses archives. Il avait 80 ans. Aujourd'hui encore, les agriculteurs lui vouent un véritable culte partagé par les petites gens : c'était un homme de cœur diront les uns et les autres.

. Robert ATTAL.